

Interview accordée par Georges Pompidou à la BBC (17 mai 1971)

Légende: Interviewé le 17 mai 1971 par la BBC (British Broadcasting Corporation), le président français Georges Pompidou livre son point de vue sur la politique étrangère de la France et sur le déroulement des négociations d'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne (CEE).

Source: La politique étrangère de la France. Textes et documents. dir. de publ. Ministère des Affaires Etrangères. 1er semestre, octobre 1971. Paris: La Documentation Française. "Interview accordée par Georges Pompidou à la B.B.C. (17 mai 1971)", p. 167-172.

Copyright: (c) La Documentation française

URL: http://www.cvce.eu/obj/interview_accordee_par_georges_pompidou_a_la_bbc_17_mai_1971-fr-c9915b40-223e-4ee3-b1e4-5abae8003f97.html

Date de dernière mise à jour: 17/10/2014

Interview accordée par Georges Pompidou à la BBC (17 mai 1971)

Q. - *Pourrais-je vous demander d'abord, Monsieur le Président, quels sont vos espoirs et quels sont vos objectifs dans la prochaine rencontre avec M. Heath ?*

R. - Vous les devinez,... il s'agit dans la perspective de la négociation sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, de faire, avec le Premier ministre britannique, un tour d'horizon des grandes questions, des questions de fond. Ce sera l'objectif de notre rencontre. L'espoir, c'est que nous soyons le plus possible du même avis.

Q. - *Monsieur le Président, la Grande-Bretagne et la France sont de très vieilles nations européennes ; au cours de l'Histoire, elles ont souvent été rivales, mais elles ont souvent collaboré d'une façon totale. Comment envisagez-vous la situation France - Grande-Bretagne aujourd'hui ?*

R. - Je ne crois pas qu'on puisse trouver de précédent dans le passé. Pendant des siècles, nous nous sommes battus et puis, un moment donné, il y a eu ce qu'on a appelé l'entente cordiale. L'entente cordiale avait quelque chose de presque passionnel, sentimental, pour deux raisons : la première, parce qu'elle succédait à une longue série de batailles et de guerres et que quand on se réconcilie, on ne peut se réconcilier que dans l'affection, la seconde, parce qu'on avait un ennemi commun, ou tout au moins un adversaire possible qui était l'Allemagne de Guillaume II.

Aujourd'hui, nous n'avons plus ce passé de conflits et nous n'avons plus un adversaire commun ; par conséquent, les choses sont à la fois plus faciles et aussi plus calmes.

Q. - *Vous pensez donc que dans les relations de la France avec la Grande-Bretagne, le temps est venu maintenant de tourner une page nouvelle ?*

R. - Le temps est venu, me semble-t-il, plutôt de progresser. Nous avons depuis quelques années, à cause de cette affaire du Marché commun, vécu dans une ambiance qui était à la fois cordiale, sympathique, on faisait des choses ensemble, et puis, en même temps, on se bousculait un peu. Eh bien, Il faudrait savoir si nous voulons cesser de nous boudier et pour cela, savoir si nous avons vraiment la volonté de faire ensemble « quelque chose ».

Q. - *Et les négociations elles-mêmes, Monsieur le Président, est-ce que vous êtes content de leur déroulement ?*

R. - Je crois que les dernières journées de Bruxelles ont été positives qu'on a fait des progrès. Il reste encore un certain nombre de difficultés techniques de tous ordres, mais les vrais problèmes sont tout de même des problèmes de fond. C'est là-dessus que je voudrais m'entendre avec le Premier ministre britannique.

Q. - *Eh bien, avant de passer à ces grandes questions de fond, je crois que l'on peut dire que nos deux pays ont fait quand même un pas considérable à la rencontre l'un de l'autre, surtout depuis une semaine. Est-ce que vous pensez maintenant qu'il y a un cadre qui nous permettrait de nous acheminer vers la solution des problèmes ?*

R. - Le cadre, nous allons peut-être être amenés à le définir en partie seulement, car cela ne concerne pas que la France et que la Grande-Bretagne, mais nous allons tout de même essayer de le définir ensemble, avec M. Heath, tel que nous le concevons.

Il ne faut tout de même pas croire que le problème de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun consiste à résoudre par exemple, le problème du sucre des pays du Commonwealth. On peut toujours résoudre le problème du sucre des pays du Commonwealth, la preuve d'ailleurs c'est qu'on a trouvé une solution. La vérité, c'est qu'il y a une conception de l'Europe et il s'agit de savoir si véritablement la conception de la Grande-Bretagne est européenne.

Voilà, pour moi, l'objectif de nos conversations.

Q. - Comment vous attendez-vous à ce que la Grande-Bretagne prouve qu'elle est européenne ? Comment le démontrer ?

R. - Naturellement, il y a les intentions, c'est un problème de confiance. Nous ne pouvons que nous fier aux déclarations du Gouvernement britannique.

Et puis, il y a l'action quotidienne, et pour commencer, il s'agit pour la Grande-Bretagne, je crois, d'accepter les règles de la Communauté, et en particulier la règle essentielle et fondamentale qui est celle de la préférence communautaire, c'est-à-dire le fait que les Etats membres de la Communauté s'approvisionnent par priorité à l'intérieur de la Communauté. C'est une règle fondamentale et il faut que la Grande-Bretagne accepte complètement cette règle.

Et puis, ensuite, il y aura mille autres questions. Nous allons marcher vers une union économique et monétaire, du moins je l'espère, en dépit des difficultés récentes et qui peuvent retarder peut-être cette marche, mais qui peuvent aussi l'accélérer, car l'expérience de la Communauté prouve que les crises font avancer les choses.

Alors, là aussi, est-ce que la Grande-Bretagne est prête à faire le chemin, ce qui veut dire en matière monétaire, par exemple, d'assez grands changements par rapport à sa situation actuelle ?

Il y aura aussi une série de preuves précises qui, au départ, se manifesteront, et qui se manifesteront plus encore au fil des années.

Mais, je le répète, l'essentiel, c'est tout de même la volonté, l'intention.

Q. - M. le Président est-ce que ce qui s'est passé dernièrement à Bruxelles vous encourage dans ce domaine, car la Grande-Bretagne a accepté le principe de la préférence communautaire ?

R. - Oui.

Q. - Est-ce que cela, par conséquent, soulage, enlève les craintes que pourrait éprouver la France d'un changement qu'introduirait la Grande-Bretagne ?

R. - Oui.

Q. - M. le Président, comment appréciez-vous la difficulté du cas de la Nouvelle Zélande ? Est-ce qu'il représente une preuve ou une épreuve plutôt, du caractère européen de l'entreprise du côté britannique, étant donné que la Nouvelle-Zélande exporte des produits alimentaires en Grande-Bretagne ? Est-ce que vous ne croyez pas que cela serait, pour une Communauté aussi vaste qui comprend quelques trois cents millions d'habitants, un problème insoluble que de résoudre cette question concernant un petit pays de quelque 3 millions d'habitants ?

R. - C'est le type même de question qui me paraît devoir se régler à Bruxelles plutôt qu'entre le Premier ministre britannique et moi.

Je connais les rapports entre la Grande-Bretagne et la Nouvelle Zélande, je crois qu'ils sont encore plus sentimentaux que commerciaux, même si cela se traduit finalement par des tonnes de beurre et de fromage.

Alors, forcément, comme nous produisons du beurre et du fromage, nous avons aussi sur ce point des réactions qui ne sont pas uniquement sentimentales. Mais ce n'est pas, me semble-t-il, le type de question sur lequel l'entrée de la Grande-Bretagne devrait échouer, je ne le crois pas.

Mais il ne faudrait pas en conclure que la Grande-Bretagne, une fois entrée dans la Communauté, continuera

à s'approvisionner ailleurs, comme elle l'a fait jusqu'à présent.

Il est certain que l'entrée dans le Marché commun c'est une rupture, le problème est de l'aménager et nous sommes prêts à le faire, mais il faut bien admettre que c'est une rupture.

Q. - Monsieur le Président, le Général de Gaulle avait parlé d'une Europe européenne, c'est l'Europe que vous voulez faire, c'est celle dans laquelle nous désirons entrer. Comment interprétez-vous cette Europe européenne ?

R. - C'est très simple. Une Europe européenne, c'est une Europe dans laquelle les décisions qui la concernent sont prises dans son sein.

Voilà ma définition de l'Europe européenne.

Q. - Néanmoins, il y a eu récemment des exemples de Gouvernements européens ayant à résoudre des problèmes vitaux qui ont pris des solutions plutôt nationales qu'européennes ou communautaires. Quelles sont les conséquences de cette attitude ?

R. - J'ai donné la règle, le principe ; et puis il y a les habitudes qui sont souvent mauvaises.

Nous disons Europe européenne, et les décisions sont prises par un pays isolément, en dehors de la Communauté. A ce moment-là il n'y a plus d'Europe à proprement parler.

Si elles sont prises sous l'influence et sous la direction d'un pays étranger à l'Europe, même si elles sont prises par la Communauté, elles ne sont pas européennes.

Il faut à la fois qu'il y ait l'Europe et qu'elle soit européenne, c'est-à-dire que les membres de cette Europe agissent de façon communautaire, ensemble, et qu'ils agissent indépendamment des pressions extérieures, sans ignorer pour autant le monde extérieur, bien entendu.

Q. - Lors de votre dernière Conférence de presse, Monsieur le Président, vous avez parlé de l'avenir de l'Europe et l'on a pu interpréter vos propos comme voulant dire que la France désirait relâcher quelque peu certaines des structures européennes.

Est-ce que vous pourriez nous expliquer quelle est votre idée de la Confédération ?

R. - Je ne vois que trois méthodes pour faire l'Europe.

On peut la faire par la domination d'un pays européen sur les autres. Cela a été essayé un certain nombre de fois... Napoléon... et même Hitler.

Ce n'est pas votre solution, ce n'est pas la mienne.

Il y en a une seconde, qui consiste à dire : nous allons décider demain qu'il y a une nation européenne et, par conséquent, puisqu'il y a une nation européenne, il y a un gouvernement européen, c'est une Commission, par exemple, qui aura les pouvoirs de décider.

Je n'y crois pas, parce qu'il n'y a pas une nation européenne. Il y a une nation britannique, il y a une nation française, il y a une nation allemande, il y a une nation italienne, etc... et, par conséquent, je ne crois pas qu'un pouvoir purement technocratique et administratif puisse s'imposer aux différents Etats et aux différentes nations, ou il ne pourrait le faire que s'il représentait une domination extérieure à l'Europe, ce que je ne veux pas non plus.

Alors, que reste-t-il ?

Il reste ce que j'ai appelé une confédération, qu'on peut appeler comme on veut, cela m'est égal, qui consiste à mettre ensemble un certain nombre d'États et à faire que les gouvernements de ces États s'entendent pour organiser entre eux un système de décision valable pour eux tous. Au fond, le Conseil des Ministres de la Communauté est déjà un embryon de gouvernement confédéral.

Eh bien, c'est dans ce sens qu'il faut progresser et je serais bien étonné que le gouvernement britannique ne soit pas, sur ce point, de mon avis, car je n'imagine pas la nation britannique telle que je la connais et telle que je l'admire d'ailleurs, vouloir renoncer brusquement à sa personnalité nationale.

Q. - *Est-ce que vous pourriez envisager une Europe suffisamment concertée, suffisamment unanime, pour agir comme une espèce de troisième force à l'égard des super-Grands ?*

R. - Je ne crois pas que ce soit l'objectif à se donner, parce que si on se le donne, on contrariera le progrès de l'Europe. Il ne faut pas chercher à faire de l'Europe un contre-poids. Cette Europe d'ailleurs doit avoir des liens très étroits avec l'extérieur. Elle doit garder des liens avec les États-Unis, c'est évident, d'ailleurs nous avons une alliance avec les États-Unis et beaucoup d'intérêts communs, de relations et d'échanges d'affaires. D'autre part, elle ne peut pas ignorer l'Europe de l'Est qui est sa voisine immédiate et avec laquelle elle doit développer ses échanges et essayer de créer la sécurité.

Pour toutes ces raisons, je crois qu'il faut donner à l'Europe comme son objectif principal d'être elle-même, et c'est après qu'on verra le rôle qu'elle joue ou qu'elle pourra jouer par rapport aux autres.

Q. - *Est-ce que la question de la défense jouera un rôle dans les discussions, dans les négociations que vous envisagez ?*

R. - Je ne le crois pas, et pourtant c'est une question capitale. Si on veut vraiment faire l'Europe, il faudra bien qu'un jour cette Europe soit une Europe politique, donc qu'elle ait sa politique et, par conséquent, qu'elle ait sa défense.

Mais ces perspectives sont encore trop éloignées pour que nous puissions aujourd'hui les évoquer car, en réalité, nos points de vue sont très différents, vous le savez. La France a une attitude que l'on connaît, elle s'y tiendra. Elle espère qu'un jour d'autres la rejoindront, la Grande-Bretagne en particulier, mais ce n'est pas pour l'immédiat.

Q. - *On dit souvent qu'un jour il y aura peut-être une coopération nucléaire entre la France et la Grande-Bretagne. Quelles sont les possibilités, quelles sont les limitations que vous voyez à ce genre de coopération ?*

R. - De notre côté, il n'y a pas de limitation. J'ai peur qu'il y en ait du vôtre.

Q. - *Est-ce que les positions se rapprochent, à votre sens ?*

R. - Cela dépend entièrement de la Grande-Bretagne.

Q. - *Monsieur le Président, si les négociations sont couronnées de succès, quelle est la qualité, quelle est la nature de la contribution que le peuple britannique pourra apporter à cette Europe confédérée, comme vous l'appelez ?*

R. - En vertu même du principe que je viens d'indiquer, je crois que le peuple britannique apportera à l'Europe l'ensemble de ses possibilités, de ses qualités, de ses vertus. Pour commencer, il a une capacité de production et une capacité de consommation qui donneront à l'ensemble économique européen des dimensions plus vastes et une puissance accrue. Et puis, il a une capacité financière, bancaire, en matière d'assurances, en matière de fret, en matière industrielle et technologique aussi, et tout cela, ce sera des apports pour l'Europe.

Mais, avant tout, je pense que l'apport sera intellectuel, culturel. Il faut bien que nous arrivions, les uns et les autres, à retrouver une civilisation européenne, qui a existé dans le passé. Même à l'époque où nous nous battions les uns contre les autres, et c'est dans cet effort pour définir un mode de vie européen et une civilisation européenne que la Grande-Bretagne sera la plus précieuse et, en particulier, permettez-moi de le dire sans vanité, que les rapports et l'entente entre la France et la Grande-Bretagne seront les plus bénéfiques.

Q. - Monsieur le Président, vous parlez ce soir directement au peuple britannique et je me permets, personnellement, de dire qu'il y a pas mal de gens qui ne sont pas encore « très au clair » sur cette affaire du Marché commun. Après deux échecs, deux rebuffades qui ont été subis, est-ce que vous pourriez directement, ce soir, dire au public britannique quelque chose d'encourageant dans cette perspective européenne ?

R. - En vérité, on aurait pu imaginer que la Grande-Bretagne n'entre pas dans le Marché commun et cela n'interdisait nullement une collaboration entre les pays de l'Europe continentale et la Grande-Bretagne, mais, à partir du moment où le gouvernement britannique souhaite entrer dans le Marché commun et marque, par là, sa volonté de se tourner vers l'Europe, il est évident qu'un échec de la négociation serait fâcheux parce qu'il créerait des tensions entre vous, britanniques, et nous, français et continentaux, alors que nous avons toutes les raisons de nous compléter, de nous entendre et d'essayer de construire quelque chose en commun.

Mais, ne vous y trompez pas, c'est une grande décision que va prendre le Premier ministre britannique et son gouvernement, car j'en reviens à la fameuse parole de Winston Churchill : « Chaque fois que j'aurai à choisir entre l'Europe et le grand large, je choisirai le grand large », aujourd'hui il s'agit, pour la Grande-Bretagne, de choisir l'Europe.

Pour ma part, je souhaite profondément que ce choix soit fait, qu'il soit fait sincèrement et profondément, en mesurant les changements que cela va apporter dans la vie des britanniques, dans leur conception même de l'existence et de leurs rapports avec l'extérieur. Mais aussi, quelle force pour l'Europe, quel avenir, si nous nous entendons, si nous travaillons ensemble et si nous sommes décidés à faire ensemble, de l'Europe, une réalité !